



HAL
open science

Le Parti Conservateur et l'adhésion à la Communauté européenne: coulisses d'un vote historique

Laetitia Langlois

► **To cite this version:**

Laetitia Langlois. Le Parti Conservateur et l'adhésion à la Communauté européenne: coulisses d'un vote historique. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2016, Brexit!, 49, pp.179-190. 10.3917/oute1.049.0179 . hal-02507262

HAL Id: hal-02507262

<https://univ-angers.hal.science/hal-02507262v1>

Submitted on 22 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

OUTRE-TERRE N° 49

Editions « L'Esprit du Temps »
lespritdutemps.com
ISBN 978-2-84795-402-9
10.3917/oute1.049.0179
25 \$

Le Parti Conservateur et le vote sur l'adhésion à la Communauté Européenne : coulisses d'un vote historique

Laetitia Langlois

« J'admire Monsieur Heath qui va livrer ce pathétique combat dont dépend le
destin de son pays »
Maurice Schumann (RTL, 23 mai 1971)

Le 23 juin 2016 le Royaume-Uni votait, par la voie d'un référendum, en faveur de la sortie de l'Union Européenne. La victoire du Brexit fut un séisme politique qui stupéfia le monde entier et plongea les pays membres de l'Union dans un état de choc. Quarante-cinq ans plus tôt, c'est un autre vote historique qui avait lieu à la Chambre des Communes et qui tenait l'Europe en haleine. Le 28 octobre 1971, les députés britanniques étaient appelés à voter sur le principe de l'adhésion à la Communauté Européenne sur la base des conditions d'entrée négociées par Edward Heath. Rarement un vote aux Communes aura provoqué autant de tensions et de divisions à l'intérieur même des partis. L'enjeu était immense et le monde regardait Londres. Un enjeu politique et historique bien sûr mais aussi un enjeu personnel. Heath avait bâti sa carrière sur le thème de l'Europe. Aucun Premier Ministre avant lui (et après lui) n'avait montré une telle ferveur européenne et ne s'était autant impliqué en faveur de la construction européenne. Revenir sur ce vote historique et ses coulisses, c'est aussi revenir sur la difficulté du Parti conservateur à épouser la cause européenne et la difficulté de certaines franges du parti conservateur à accepter une union avec l'Europe. Les attermolements, refus, attaques, frondes, divisions qui plus d'une fois ont failli mener le parti à la rupture et l'explosion. Un parti qui n'assumait pas sa dimension européenne. Un parti qui n'arrive pas à réconcilier les différentes identités ou qui ne parvient pas à tirer un trait sur son passé, sur ses amitiés particulières et affinités premières. Tirailé par des loyautés conflictuelles. L'âme tourmentée du Parti conservateur quand il s'agit de définir sa relation à l'Europe. Que nous dit ce vote du fonctionnement du Parti Conservateur et du pouvoir de ses différents groupes ? Un parti qui s'est toujours enorgueilli de rassembler une large coalition d'idées, de tendances se retrouve aussi à devoir réconcilier ou gérer des frondes internes susceptibles de le mener à sa perte, culture de la dissidence et de la rébellion quand il s'agit de l'Europe. Par une étrange ironie de l'histoire, le parti qui fut le premier à candidater pour l'adhésion au Marché Commun,

le parti qui réussit l'entrée dans l'Europe fut aussi celui qui précipita le Royaume-Uni hors de l'Europe. Alors qu'Edward Heath consacra une partie importante de son mandat à négocier les conditions d'entrée, Theresa May sera amenée dans les mois qui viennent à négocier les conditions de la sortie.

Dans quelle mesure la décision de sortir de l'Europe après des années de tension et d'incompréhension n'est-elle pas une conséquence directe des négociations d'Edward Heath et des concessions accordées aux plus farouches anti-européens ?

EDWARD HEATH : UN PREMIER MINISTRE PRO-EUROPEEN

Lorsqu'Edward Heath devient Premier Ministre le 18 juin 1970, aucun doute n'est possible sur son engagement européen et sur son désir de reprendre au plus vite les négociations pour une 3^{ème} candidature à l'entrée dans la Communauté Européenne. Même si le Marché Commun fut peu présent dans les débats de la campagne électorale et que le sujet n'apparaît qu'à la 28^{ème} page du manifeste conservateur *A Better Tomorrow*, l'entrée du Royaume-Uni dans l'Europe est depuis toujours le cheval de bataille de Heath. En 1950, alors jeune député fraîchement élu Heath consacre son premier discours au Parlement à la Communauté Européenne de Charbon et d'Acier et exhorte le gouvernement travailliste de Clement Attlee à participer aux discussions. Sa pensée européenne est étroitement liée à son expérience personnelle puisque de ses années de mobilisations dans le Nord de la France, en Belgique puis en Allemagne, il en a retiré la conviction très forte que l'Europe devait s'unir pour préserver la paix, la stabilité et la prospérité. C'est d'ailleurs lui que Harold Macmillan nomme en 1961 négociateur en chef à Bruxelles lorsque pour la première fois le Parti Conservateur au pouvoir décide d'épouser la cause européenne et de candidater pour l'entrée dans le Marché Commun. Le veto du Général de Gaulle qui survient le 14 janvier 1963 est un coup dur mais aussi une formidable leçon : Heath retiendra de ses deux années de négociations les erreurs à ne pas commettre, les pièges à éviter et surtout la stratégie à adopter vis-à-vis des Français.

Durant ces dix années pendant lesquelles le Royaume-Uni tente en vain d'intégrer la Communauté Européenne, Heath acquiert la certitude que son pays doit entrer « à tout prix » et qu'une fois membre son pays pourrait pouvoir peser sur les décisions et mettre en place des mesures favorables aux intérêts britanniques :

“Certain fundamental facts follow from this which the British Government today must recognise and they are these, that they or any other member who wishes to join will have to accept the European Economic Community as it is for itself [...] So the British Government must recognise that there are some things on which there can be negotiations and others which have got to be accepted; and that includes the Treaty of Rome, the common tariff, the agricultural policy, and the institutions [...] But it is no use any longer Mr. Brown and his friends asking for special privileges in the European Economic Community. It is true that the six members gave them to themselves but they were the founder members and, rightly or wrongly, their view now is that that period is over and the privileges are no longer to be extended.”¹

Cette certitude était partagée par le groupe de réflexion sur les affaires étrangères présidé par Lord Carrington qui, en 1965, avait publié un rapport soulignant l'urgence d'une

¹ Voir <http://www.ena.lu/mce.cfm>, discours du 15 octobre 1966, consulté le 10.02.2016.

adhésion à l'Europe « comme moyen de garantir un rôle dans un groupe économique et politique au potentiel immense, qui pourrait égaler la puissance des Etats-Unis et de l'URSS. Car, à l'intérieur de la Communauté, le Royaume-Uni aurait la possibilité de faire pression pour appuyer des mesures dans son intérêt, assurer de plus importants échanges commerciaux et des aides plus substantielles pour le Commonwealth. »² Heath avait intégré l'idée que le Royaume-Uni n'était pas en mesure d'exiger un traitement de faveur d'autant plus que lors du Sommet de La Haye en décembre 1969 les Six s'étaient mis d'accord sur le financement de la Politique Agricole Commune – un financement particulièrement avantageux pour les Français – et sur le fait qu'accepter la PAC devenait désormais une condition sine qua none à l'entrée de tout nouveau pays membre.

Dans le jeu de pouvoir qui caractérise toute négociation, les Français avaient la main et les Britanniques n'étaient pas en mesure d'être trop regardants sur les conditions d'entrée que les Six, et particulièrement les Français, leur imposaient. (Ball & Seldon, p. 264) Et pourtant Edward Heath savait aussi qu'il lui serait nécessaire de montrer au Parlement et au peuple britannique qu'il était capable de se battre pour défendre les intérêts britanniques et protéger les partenaires du Commonwealth avec qui les échanges commerciaux représentaient une part importante quoique décroissante de leurs importations. En 1960, cela représentait 30% d'importations et moins de 20% en 1973. (<http://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN06497/SN06497.pdf>, UK-Commonwealth Trade statistics, 6 décembre 2012) C'était un tour d'équilibriste auquel Heath allait être confronté : accepter les exigences des Français sans donner l'impression de sacrifier un partenaire particulier au risque de se mettre à dos l'aile impérialiste du Parti conservateur toujours autant attachée aux liens avec les pays du Commonwealth. Edward Heath s'était depuis longtemps affranchi des liens avec le Commonwealth, on peut même affirmer qu'il n'a jamais ressenti le moindre attachement pour ce qu'il nomme dans son autobiographie, « ces terres lointaines que nos aïeux avaient coloré en rose sur la carte. »³ (Heath, p. 178) Cette forme d'indifférence est surprenante de la part d'un responsable britannique – qui plus est, chef du Parti conservateur – tant elle contraste avec les positions des leaders britanniques. C'est d'ailleurs l'un des reproches majeurs qu'Harold Wilson lui fera à la fin du débat lors de vote aux Communes lui reprochant d'avoir fait preuve « d'une totale indifférence, et même de mépris, pour le Commonwealth moderne.⁴ » (Hansard, 28 octobre 1971, 823/2082) Cette critique n'est pas totalement dénuée de fondement. Heath considérait le Commonwealth comme un symbole du passé qui freinait la liberté du Royaume-Uni de réaliser son destin dans l'Europe. Ainsi, il ne pouvait comprendre la nostalgie de certains de ses collègues et se trouvait en rupture avec ceux, notamment les membres du Monday Club, qui regrettaient amèrement le passé impérial du Royaume-Uni. Heath ne concevait qu'un seul avenir possible pour son pays, et cet avenir était dans une union avec l'Europe.

« Nous devons dire que la seule option crédible pour le développement économique du Royaume-Uni était dans la Communauté Européenne, que ceci pourrait sans nul doute accroître notre influence dans

² « as the way to secure a role in an economic and political grouping of enormous potential, which might match the power of the USA and USSR. For, inside the Community, Britain could press policies which were in its own interest, secure greater trade and aid for the Commonwealth. » (Report of the Policy Group on Foreign Affairs, 6 August 1965, CPA ACP 65-20)

³ « distant lands which our forefathers had coloured in pink on the map. » (p. 178)

⁴ "The Right Honorary Gentleman has shown his total unconcern, his contempt even, for the modern Commonwealth."

le monde aussi bien politiquement qu'économiquement et que partant, un tel développement pourrait être très avantageux pour le Commonwealth. »⁵

Il n'était pas le seul au sein du Parti Conservateur à penser que le Commonwealth ne pouvait suffire et que, pour se développer, le Royaume-Uni devait pouvoir bénéficier des avantages commerciaux qu'offrait la Communauté Européenne et son marché de 170 millions d'habitants. Depuis longtemps Heath avait fait le constat que l'industrie britannique peinait à se moderniser et à innover. Heath déplorait le manque d'audace et de courage des industriels britanniques. Ainsi Heath fondait d'immenses espoirs. C'était aussi l'avis de Nigel Lawson qui dès 1965 soutenait ardemment l'entrée dans l'Europe car le défi posé par cette entrée allait être l'occasion d'une nouvelle dynamique pour l'industrie britannique. Le choix pour lui était entre « un protectionnisme rétrograde et la compétitivité [...] La concurrence accrue venant de l'Europe forcerait le milieu des affaires à se réveiller/se secouer. »⁶

De plus avec le passage de l'Empire au Commonwealth et la bipolarisation du monde en deux superpuissances ennemies, Heath était conscient que les sphères traditionnelles d'influence s'étiolaient et qu'il devenait impossible pour le Royaume-Uni d'occuper le premier rôle sur la scène internationale. Ainsi Heath n'avait aucun doute sur le fait que le futur de son pays “must lie inside a European Community, as part of an organisation which would be strong enough to deal on an equal footing with the emerging superpowers.”⁷

A propos de la souveraineté :

“From the point of view of sovereignty it seems to me that it is a conception much more of pooling sovereignty with others who are occupied in the same joint enterprise. Surrender means the abandonment of sovereignty to others. Pooling seems to me to share sovereignty with other people for a common purpose and there seems to me to be a firm distinction between those two. It is a pooling of sovereignty over a defined field, and that is laid down in the Treaty itself.” (The Course of My Life, p. 211, Speech given at the House of Commons, 3 August 1961)

Old World, New Horizons, p. 56: It seems to me to be at best a sterile debate and at worst a positive hindrance to European progress.

⁵ “To this we had to answer that Britain's only credible choice for economic development was in the European Community, that this would undoubtedly increase our influence both politically and economically in the world and that such a development could, in turn, be of great benefit to the Commonwealth.” (The Course, p. 224)

⁶ “the choice for the UK is between backward looking protectionism and competition [...] the increased competition from Europe would force businesses to wake up. » (*The Case for Brexit: lessons from the 1960s and 1970s*, Adrian Williamson, <http://www.historyandpolicy.org>, consulté le 04.12.2016)

⁷ The Course of My Life, p. 122-3.

Et pourtant une frange non négligeable du Parti Conservateur emmenée par Enoch Powell et regroupée au sein du Monday Club ne semblait pas prête à accepter ce monde moderne et ces nouvelles alliances. Semblait considérer cela comme une trahison et un abandon de souveraineté à une entité supranationale non représentative du peuple. Les arguments portant sur la perte de souveraineté, la perte de contrôle et l'absence de représentation démocratique n'ont pas changé entre 1971 et aujourd'hui. Mêmes arguments que l'on retrouve des plus farouches supporters du Brexit. Ainsi, au sein même du Parti Conservateur, une voix n'a cessé de se faire entendre. L'aile la plus réactionnaire. Utilisant les mêmes arguments éculés. Une constante structurelle qui traverse les époques.

Là où Edward Heath se démarque singulièrement c'est sans conteste dans son rapport aux États-Unis, partenaire privilégié par excellence. De Winston Churchill à Margaret Thatcher, Blair, Harold Wilson, tous les Premiers Ministres britanniques ont accordé une place de choix au partenaire américain et ont donné à l'expression « relation spéciale » un véritable sens au-delà du symbole. Tous les Premiers Ministres sauf Edward Heath qui préférait parler de « relation naturelle ». En mars 1967, Heath donne une série de conférences à l'Université de Harvard qu'il publie trois ans plus tard sous le titre *Old World, New Horizons*. Une analyse de la place du Royaume-Uni dans le monde, sécurité du monde dans un monde de guerre froide, nécessité urgente de travailler pour une Europe unie et forte qui agira comme une forme de contention de la menace communiste. Heath évoque « the so-called special relationship between Britain and the United States » (p. 63) Si les conférences étaient destinées à un public d'étudiants américains, il semble que Heath ait eu en tête également de séduire les officiels et diplomates français. Ainsi, de manière très habile, il évoque les points d'achoppement : traité de Rome, politique agricole commune, le rôle de la livre sterling comme monnaie de réserve, la capacité nucléaire/la force nucléaire et même le projet Concorde. Tous les thèmes chers aux Français en vue de préparer un terrain favorable en cas d'élection, se montrer comme un interlocuteur ouvert, flexible, ouvert au dialogue et surtout différent de ses prédécesseurs. D'où les critiques de ses détracteurs l'accusant d'en avoir trop fait et d'avoir bradé les intérêts britanniques. Critique la plus cinglante venant d'Harold Wilson déclarant aux Communes : « rolling over like a spaniel ». Jusqu'à aujourd'hui, Heath reste une figure atypique et exceptionnelle dans le paysage politique britannique. Une expression pro-européenne qui n'avait rien de feint ou d'exagéré. Preuve en est Heath n'a pas changé d'attitude une fois au pouvoir, à peine était-il élu qu'il annonçait à son Cabinet la reprise des négociations pour une 3^{ème} candidature du Royaume-Uni.

Des positions qui ont sûrement aidé à l'entente franco-britannique qui s'est manifestée lors du sommet de Paris en mai 1971 entre Georges Pompidou et Edward Heath. Les deux hommes s'étaient rencontrés un an plus tôt alors que Heath était encore Chef de l'Opposition, Pompidou avait confié à cette occasion que « no progress would be possible on greater political integration in Europe until Britain was a member. » (Vaisse, Pompidou et l'Europe, 1996) Mais cette fois-ci il ne s'agissait plus de discuter d'une éventuelle adhésion, il s'agissait de définir les conditions d'entrée du pays avec lequel la France connaissait des rivalités séculaires et éprouvait une grande méfiance, malgré la sincérité incontestable d'Edward Heath. Et chacun des deux devait satisfaire des exigences nationales, ne pas apparaître trop arrangeant. Heath, par-dessus tout, devait montrer au Parlement et aux britanniques qu'il défendait les intérêts britanniques et qu'il défendait le Commonwealth. Parlement aux aguets, une Opposition très critique sur les conditions d'entrée négociées et une population britannique majoritairement opposée à l'entrée du pays dans la CEE. Les sondages au début de l'année 1971 montraient que seul ¼ de la population britannique était en faveur de l'entrée, et la plus grande peur concernait

l'augmentation des prix de l'alimentation. (Ball & Seldon, p. 275) Il faut cependant souligner que Heath ne s'est jamais beaucoup préoccupé de l'opinion publique. Heath se battait depuis plus de 20 ans pour que son pays adhère à l'Europe, il était convaincu des bienfaits de l'Europe sur l'économie et l'industrie britannique, et par conséquent il ne comptait pas reculer si près du but. Sa conviction était qu'une fois dans l'Europe, les Britanniques se rendraient compte par eux-mêmes du bien-fondé de sa décision. En revanche, il ne pouvait passer outre le Parlement qui serait appelé à voter sur cette question cruciale. Ainsi même si John Campbell affirme que Heath était prêt à entrer à « n'importe quel prix » (at almost any price, Campbell, 336), il lui était impossible de le faire sans heurter les députés et provoquer leur refus/colère/opposition. L'enjeu de ce sommet était donc de la plus haute importance.

Les négociations avaient repris pratiquement un an auparavant/un an plus tôt et n'avançaient pas comme Heath le souhaitait. Les tensions se cristallisaient autour de six thèmes majeurs: la contribution au budget de la Communauté Européenne, le principe de préférence communautaire, les produits laitiers néo-zélandais (beurre et cheddar), la canne à sucre des Caraïbes, les quotas de pêche et enfin le statut de la livre sterling. Confronté au risque d'un nouvel échec, il préférait s'investir personnellement et prendre les choses en main. Heath n'était pas homme à rester passif et attendre. Par ailleurs, il lui fallait aller vite tant la situation en termes de politique intérieure était tendue. Les confrontations avec les syndicats autour de l'Industrial Relations Bill et de la lutte contre la hausse des salaires, les mauvais chiffres de l'économie et du chômage pouvaient encore davantage éloigner les Britanniques de l'Europe qui craignaient une flambée des prix des denrées alimentaires. Si Heath n'avait pas l'intention de soumettre la question européenne au référendum populaire, il savait néanmoins que l'opinion publique jouait un rôle déterminant auprès des Six mais aussi auprès du Parlement, qui lui serait appelé à se prononcer sur l'entrée du RU dans la Communauté Européenne. Du côté de la diplomatie britannique, on était déterminé à ce que les choses aillent vite, ne pas s'enliser dans une situation inextricable.

Il fut décidé entre Christopher Soames – ambassadeur britannique à Paris – et Michel Jobert que le sommet entre Heath et Pompidou aurait lieu à la fin du mois de mai, les 20 et 21 mai et se tiendrait au Palais de l'Élysée. Organisé dans le plus grand secret, le Quai d'Orsay – toujours hostile à l'entrée des Britanniques – n'étant informé qu'à la dernière minute. (Voir <https://www.margaretthatcher.org> consulté le 13.12.2016 « Condemned to succeed »). Enjeu très important : un succès était synonyme de l'assurance de la réussite des négociations ; un échec signifiait la fin de l'aventure européenne. Soames prêt à prendre le risque de ce sommet bilatéral :

“There are three reasons for this judgement [having a summit between Heath and Pompidou]. The first is that I believe there is a deal to be struck. The second is because I am convinced that this is the only way a deal can be struck. The third is because, if no such meeting were to take place, posterity would surely judge us harshly for not taking the risk.” (PREM 15/371)

Le 21 avril 1971, Christopher Soames avait envoyé une lettre à Sir Denis Greenhill au sujet de ce sommet avec Pompidou. Il décrivait Georges Pompidou comme « a cautious, hard bargaining, reticent Auvergnat with limited imagination and no talent for grandeur.” (PREM 15/371) Il reconnaissait cependant que Pompidou n'avait aucune hostilité particulière à l'entrée du RU dans l'Europe et qu'il était en faveur de l'élargissement de la Communauté Européenne, bien-fondé et la nécessité d'accueillir le RU.

La période de transition avant que nouveau pays membre n'obéisse entièrement aux règles, discussions difficiles autour de la durée de cette période de transition. Les Britanniques demandaient une période de transition de 3 ans sur les tarifs douaniers l'industrie, 6 ans pour l'agriculture et encore davantage de temps pour ce qui concerne la contribution au budget de la Communauté. En décembre 1971, Geoffrey Rippon – en charge des négociations – demandaient 5 ans et davantage non seulement pour contribution financière mais aussi pour sucre et produits laitiers. (Kitzinger, p. 96)

Je ne détaillerai pas les négociations entre le Royaume-Uni et les six pays membres, elles ont déjà été explorées et l'ouvrage de S.Z. Young *Terms of Entry : Britain's negotiations with the European Community* reste une référence.

Heath commençait à perdre patience et lors de sa visite à Bonn le 5 avril 1971, il n'essaya pas de la dissimuler derrière un langage diplomatique. Dans son discours, il soulignait l'urgence absolue d'un accord et ajoutait :

“The world will not stand still. If Europe fails to seize this opportunity, our friends will be as dismayed and our enemies heartened. Soviet ambitions of domination will be pursued more ruthlessly. Our friends, disillusioned by our disunity, would more and more be tempted to leave Europe to its own devices.” (The Times, 6 April 1971)

Thèmes que l'on retrouve dans les discours d'Edward Heath sur l'Europe, le besoin d'unité pour contrer la menace soviétique. Une Europe plus forte avec le Royaume-Uni. Le sommet eut finalement lieu les 20 et 21 mai 1971 à Paris, sommet bilatéral entre Georges Pompidou et Edward Heath. Sommet préparé par Christopher Soames et Michel Jobert, 6 mars 1971. Jobert : Pompidou souhaitait un sommet fin mai et souhaitait que ce sommet soit un succès. (Heath, *The Course of My Life*) Jobert avait demandé la plus grande discrétion à propos de cette rencontre. Geoffrey Rippon craignait que cette rencontre soit un échec comme l'avait été 10 ans plus tôt les deux sommets entre Macmillan et de Gaulle. Les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en 1962 – alors que Pompidou était Premier Ministre – et avaient eu l'occasion d'échanger leurs points de vue respectifs sur l'Europe et de constater une convergence de leurs points de vue sur la construction européenne et son futur développement. (The Course, p. 367-8) Mais dix ans avaient passé, deux vetos, Pompidou était désormais Président de la République français et Heath Premier ministre. Même les propos rassurants de Pompidou au sommet de La Haye en décembre 1969 ne parvenaient pas à dissiper les craintes de certains responsables britanniques comme Geoffrey Rippon qui craignait que cette rencontre entre les deux hommes se révèle être un échec comme l'avaient été plus tôt les sommets entre Macmillan et de Gaulle/Wilson et de Gaulle, impossible de faire confiance aux Français.

Discours d'ouverture 10 octobre 1961 à Paris: « In saying that we wish to join the EEC, we mean that we desire to become full, wholehearted and active members of the European Community in its widest sense and go forward with you in the building of a new Europe. » (Old world, new horizons, p. 26)

p. 29-30: The question therefore posed to any would-be member is a simple one: Is this the sort of Community you like and wish to join? If so, accept us as we are and adapt yourself to become one of us.

p. 30: There are some who believe that to accept the Community in this form is to give away a negotiating card or to risk losing a trick. Exactly the reverse is the case. No negotiation can begin until the Community as a whole is unequivocally accepted.

Pompidou souhaitait cet accord mais l'histoire y poussait. Selon le journaliste Jean Ferniot, La France a perdu l'illusion de pouvoir jamais diriger le continent. Le poids croissant de l'Allemagne l'incite même à chercher une compensation. » (CVCE)

« La France et la Grande-Bretagne démontrent qu'elles se rendent compte des nouvelles perspectives mondiales et voient poindre un troisième grand pays aux côtés de la Russie et des États-Unis, la Chine. Elles ont toutes deux compris que seule une dimension d'abord économique, puis politique d'une Europe qui s'engage sur la voie du fédéralisme permet d'éviter que le vieux continent ne soit totalement englouti, qu'il devienne passif dans une histoire qui se déroule sans sa participation et soit relégué au rang de triste théâtre de grandeurs passées. » Corriere della Serra (22 mai 1971)

Permet de lever de nombreux blocages.

Les 11 et 12 mai, accords dans les domaines agricole et industriel, sur le problème de la préférence communautaire. Subsistaient les problèmes de la Nouvelle-Zélande et la contribution britannique au financement des dépenses communautaires.

Contenu des entretiens entre les deux hommes ? Que faut-il retenir ? De quoi ont-ils parlé ?

« If the two of them could reach a genuine and sincere understanding all hopes would be permissible ». Les mots ne sont pas choisis au hasard, idée de sincérité et d'authenticité, tout ce qui a été reproché jusqu'ici aux Britanniques et mis en avant comme la raison principale des refus du Général de Gaulle. Pompidou ajoute que « what was involved was an historic change in the attitude of Britain from the outset. » Dès le départ, Pompidou donne le ton: les efforts sont à faire et à démontrer du côté britannique. Reconnaisant et mettant en avant les atouts du RU et la valeur ajoutée que cela apporterait à la Communauté qui avait elle aussi besoin d'un nouveau souffle :

“The European Community had a moral role to play in the world and could exercise considerable political weight. Britain had much to offer. With France she was the only country with a “world vocation”... If the political and intellectual prestige and authority of Britain were added to those of Europe, this would greatly enrich the Community.” (Thatcher Foundation)

Un dialogue cordial et ouvert entre les deux hommes qui expliquent les raisons de certains blocages, expliquent pourquoi certains points leur tiennent à cœur. Il est à noter que Pompidou souligne très régulièrement la convergence de leurs points de vue, conversations qui montrent davantage de points de convergence que de désaccords. Cela faisait 20 ans que Heath nourrissait le même idéal européen et la vision d'une Europe forte, unie, tournée vers le monde. Preuve d'une cohérence et d'idées bien affirmées. Pour les points de contention, d'accord sur le fait que ces négociations devaient avoir lieu à Bruxelles mais deux sujets ont été au cœur de leur rencontre : la livre sterling et la Nouvelle-Zélande. Question épineuse de la livre sterling qui déjà irritait le Général de Gaulle ainsi qu'il l'avait confié à Pompidou dès 1958. (Wall, p. 406) La livre monnaie de réserve qui lui donnait un statut particulier par rapport aux autres monnaies de la Communauté (là où la Communauté fonctionnait selon un principe d'égalité) et provoquait

des fluctuations de la valeur de la livre sterling. Trop d'instabilité qui risquait de compromettre la Communauté Européenne tout entière. Au-delà de l'aspect financier de la question, c'est un autre aspect qui dérangeait Pompidou : il voyait le statut de la livre sterling comme monnaie de réserve « as a relic of the British empire of an earlier era and was incompatible with the British decision to become a member of the European Community. » (Record of 21 May 1971) Abandonner ce statut comme un gage de la bonne foi des Britanniques. Réponse surprenante d'Edward Heath qui répondit : « The British government did not regard sterling as an instrument of prestige nor did they feel sentimental about it. » Heath était en effet en faveur d'une politique monétaire communautaire qui à terme conduirait à une monnaie unique ; mais lorsqu'il inclut le gouvernement britannique dans son ensemble, il outrepassait certainement les opinions de ses collègues. Lord Deedes, MP à l'époque, déclarait au Telegraph que « he and his fellow Tories would have been astonished and deeply disturbed if they had known what the Prime Minister had said in their names. » (25 juillet 2005)

Montre le degré de son engagement européen mais semble aussi donner raison à ses détracteurs qui l'ont accusé de vouloir entrer à n'importe quel prix et donc d'être entré sur de mauvaises bases. Des points de vue en contradiction absolue avec la politique conservatrice (et plus largement la politique britannique menée depuis des années), par exemple avec les Etats-Unis. Les conférences à Harvard avaient déjà suggéré une prise de distance avec le partenaire américain en mentionnant la « soi-disant relation spéciale ». Face à Pompidou, Heath réitère ses propos et déclare qu'il ne peut y avoir « de relation satisfaisante avec un partenaire qui fait 4 fois la taille de la Grande-Bretagne » (Record 20 May 1971) et pour prouver son approche communautaire (Our 'communautaire' approach) Heath accepte d'emblée le principe de préférence communautaire, contribution au budget de l'Europe. Seule la Nouvelle-Zélande restait un point délicat, « sentimental » selon Pompidou. Heath mettait au contraire en avant le fait que ce petit pays vivait surtout de ses exportations de denrées alimentaires vers le Royaume-Uni et ajoutait que le pays avait contribué de manière substantielle à l'effort de guerre et ne pouvait donc pas être négligé dans ces négociations. Devoir de loyauté envers un pays qui avait participé à la libération de l'Europe de la tyrannie nazie. Très intelligemment Heath a mis en avant l'Europe libérée, plutôt que le Commonwealth.

Heath a beaucoup cédé à Pompidou et a beaucoup fait pour montrer sa volonté d'entrer dans l'Europe et jouer le jeu de l'Europe, s'est plié au point de vue français, passage obligé pour lever tout risque d'un nouveau veto. The Course, p. 371-2: I had managed to convince President Pompidou, during twelve hours of talks, that Britain was genuine in its desire to enter the European family.

Conférence de presse commune à l'issue de ces deux jours de discussions. La conférence levait tout suspens ou doute et soulignait l'identité de points de vue. Le mot « confiance » apparaît plusieurs fois, un mot puissant dans la mesure où la relation entre les deux pays a toujours été marquée par la suspicion mutuelle. La déclaration de Georges Pompidou ne laissait aucune place au doute sur un heureux dénouement :

« Sur un certain nombre de ces grands problèmes, nous avons constaté que nos points de vue étaient analogues et même identiques. Sur d'autres, nous avons pu également constater que si certaines divergences pouvaient subsister, elles ne faisaient aucunement obstacle à une coopération, l'identité de nos vues sur le but à

atteindre étant complète. »

« Beaucoup de gens croyaient que la Grande-Bretagne n'était pas, ne voulait pas devenir européenne et qu'elle

ne souhaitait entrer dans la Communauté que pour la détruire, ou pour la détourner de ses fins. Beaucoup

aussi croyaient que la France était prête à utiliser tous les prétextes pour mettre finalement un nouveau veto

à l'entrée de la Grande-Bretagne.

Eh bien, mesdames et messieurs, vous voyez devant vous, ce soir, deux hommes qui sont convaincus du contraire. »

(<http://www.CVCE.EU> consulté le 11.12.2016) (POMPIDOU, Georges. Entretiens et discours. Volume II: 1968-1974. Paris: Plon, 1975. 321 p. p. 124-126.)

Sommet qui fut un réel succès pour Edward Heath/Une rencontre couronnée de succès. Triomphe. Le tour de force de Heath est d'avoir réussi à convaincre le Président Pompidou de ses convictions européennes, là où Macmillan et Wilson avaient échoué quelques années plus tôt. Contexte différent, interlocuteur différent mais cela n'enlève rien au mérite d'Edward Heath. A l'issue de ce sommet, Pompidou informa les négociateurs français à Bruxelles de se montrer plus souples sur les points de blocage. (Ludlow, *The Discomforts of Life on the Edge*, p. 7, *International Affairs*). Tous les débats n'étaient pas résolus, toutes les divergences n'avaient pas disparu, mais plus d'obstacle infranchissable. Le succès du sommet à Paris se traduisit immédiatement par un succès à Bruxelles. « For me personally, it was a wildly exciting moment » (*The Course*, p. 372) Passage d'une « non-opposition » de la part de Georges Pompidou à « un désir positif de coopération » (*Le Monde*, 24 mai 1971) Pour le journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, on passe de l'entente cordiale à l'entente « amicale ». (24 mai 1971)

Beaucoup parlé, mais concrètement aucune décision n'avait été prise, aucun accord entériné en termes de chiffres par exemple. « there was no attempt to reach agreement or understanding in detail, it being recognised that the right place to resolve these matters was in the negotiating conference in Brussels and Luxembourg. » (PREM 15/374, 11 June 1971) N'ont pas parlé des détails, or dans ce genre de négociations ce sont les détails qui comptent et qui font toute la différence. Ainsi malgré le triomphe de Heath, demeuraient encore de nombreux points en suspens : zones de pêche, contribution aux dépenses de la Communauté, Nouvelle-Zélande. Voir Wall p. 409-10. Détails réglés par Schumann et Soames en juin 1971, voir PREM 15/367/374/375 11-18 June 1971. Finalement le 23 juin après 2 jours de négociations à Bruxelles, Geoffrey Rippon avait réussi : Nouvelle-Zélande, garantie qu'elle continuerait à exporter jusqu'à 80% de son beurre jusqu'à la 5^{ème} année ; fromage 71% jusqu'en 1977. (Wall, 412). Budget européen, contribution annuelle de 8.64% du budget global de la Communauté Européenne en 1973, ce chiffre grimpe jusqu'à 18.92% en 1977. (Wall, 412) Le Premier Ministre et le Cabinet le félicita chaleureusement pour avoir « réussi à obtenir des conditions d'entrée très satisfaisantes. » (« succeeded in negotiating most satisfactory terms », CAB 128/49, 24 juin 1971) Accueil circonspect de l'opposition qui par l'intermédiaire de Peter Shore qui accusait Geoffrey Rippon d'avoir conclu les négociations « only by abandoning essential British and Commonwealth interests. » (Hansard, 24 June 1971, 819/1604) Un signe que l'opposition n'allait pas être facilement convaincue.

Un obstacle majeur se dressait toujours devant Heath/Un obstacle majeur demeurait, et non des moindres : convaincre le Parlement. Tâche peut-être encore plus difficile que celle de

convaincre le Président Pompidou. Un Parlement loin d'être acquis à la cause européenne, restait de nombreuses craintes à dissiper et c'était tout le travail de Heath, de son gouvernement et du Parti. 3 jours après le sommet de Paris, Heath s'exprimait aux Communes pour rendre compte aux députés de ses avancées majeures. Le ton se veut rassurant et optimiste sur les points qui font polémique : identité/souveraineté, intérêts britanniques, contribution budgétaire.

« Nous sommes en accord sur le maintien de l'identité nationale de chaque Etat dans le cadre de la future Communauté [...] C'est l'affirmation claire et nette, au moment précis où l'histoire de la Communauté en fournit la preuve manifeste, que rejoindre la Communauté Européenne n'entraîne pas une perte d'identité nationale ou une érosion de la souveraineté nationale fondamentale. » (CVCE)

Beaucoup parlé, mais concrètement aucune décision n'avait été prise, aucun accord entériné en termes de chiffres par exemple. « there was no attempt to reach agreement or understanding in detail, it being recognised that the right place to resolve these matters was in the negotiating conference in Brussels and Luxembourg. » (PREM 15/374, 11 June 1971) N'ont pas parlé des détails, or dans ce genre de négociations ce sont les détails qui comptent et qui font toute la différence. Ainsi malgré le triomphe de Heath, demeuraient encore de nombreux points en suspens : zones de pêche, contribution aux dépenses de la Communauté, Nouvelle-Zélande. Voir Wall p. 409-10. Détails réglés par Schumann et Soames en juin 1971, voir PREM 15/367/374/375 11-18 June 1971. Finalement le 23 juin après 2 jours de négociations à Bruxelles, Geoffrey Rippon avait réussi : Nouvelle-Zélande, garantie qu'elle continuerait à exporter jusqu'à 80% de son beurre jusqu'à la 5^{ème} année ; fromage 71% jusqu'en 1977. (Wall, 412). Budget européen, contribution annuelle de 8.64% du budget global de la Communauté Européenne en 1973, ce chiffre grimpe jusqu'à 18.92% en 1977. (Wall, 412) Le Premier Ministre et le Cabinet le félicita chaleureusement pour avoir « réussi à obtenir des conditions d'entrée très satisfaisantes. » (« succeeded in negotiating most satisfactory terms », CAB 128/49, 24 juin 1971) Accueil circonspect de l'opposition qui par l'intermédiaire de Peter Shore qui accusait Geoffrey Rippon d'avoir conclu les négociations « only by abandoning essential British and Commonwealth interests. » (Hansard, 24 June 1971, 819/1604) Un signe que l'opposition n'allait pas être facilement convaincue et allait jusqu'au bout jouer son rôle d'opposant pour nuire aux Conservateurs.

John Campbell, p. 335: He was unusual in his generation in that he came to that conclusion early and was then prepared to make it the central principle of his career, subordinating to it all other considerations of trade, sentiment defence. But Europe was not, in his view, a substitute for a role in the wider world: it was rather a broader platform, a wider economic base, from which British influence could be exercised and amplified. Europe was absolutely not to be seen as a retreat – the end, as Gaitskell had put it of 'a thousand years of history' – but as an opportunity for Britain to be great again.

S'ensuit au cours de l'été une intense campagne de propagande en faveur de l'adhésion au Marché Commun afin de rallier l'ensemble du Parti Conservateur et l'électorat encore très divisé sur la question européenne.

Le Parti: évident que l'obsession européenne de Heath ne trouvait pas son pareil chez les députés conservateurs. Butler and Pinto-Dutchinsky dans leur étude de la campagne électorale

de 1970 avaient fait l'analyse des discours des députés et de leurs positions. Les résultats sont édifiants : 62% aucune mention de l'Europe ; 15% positions très ambiguës et incertaines ; 11% déclaraient ouvertement leur opposition ; 10% était en faveur bien qu'exprimant quelques réserves et enfin 2% était pour l'entrée. Heath a imposé l'Europe à son parti et à son pays. Après 2 vetos, il est normal qu'un pays se lasse et émette des doutes sur le bien-fondé d'une telle adhésion. Pas d'enthousiasme européen et encore moins de sentiment pro-européen général. Anthony Sampson, *The Observer*, 28 June, 1970, « It is an embarrassing reflection on democracy ». Heath était persuadé qu'à force d'explications et d'éducation, on pouvait convertir le pays et le faire adhérer au projet européen. Mais c'était confondre raison et passion ; nécessité et envie.

Le Livre Blanc sur l'Europe fut publié le 7 juillet 1971. Dès le lendemain Heath fit une allocution télévisée, Geoffrey Rippon prononça 50 discours et sur la période allant de juillet à octobre 280 discours de ministres (hors parlement) furent donnés to explain the implications of the settlement for their particular departments. Uwe Kitzinger en conclut, « All in all, it was probably one of the most massive and most expensive domestic government campaigns since the war. » (p. 157) L'ambition ultime de Heath, il a échoué partout ailleurs, mais cette réussite-là était sa plus belle et sa plus symbolique. Victoire à la fois personnelle et historique. Une victoire cependant qui contenait en son sein les futurs éléments de la discorde.

Nécessité de convaincre sur deux plans : le peuple britannique qui craignait la hausse des prix ; les députés conservateurs dont les craintes s'exprimaient davantage sur le sujet de la souveraineté nationale. Cependant le Parti savait aussi que le plus important consistait à convaincre les députés (conservateurs comme travaillistes) pour obtenir une majorité suffisante au Parlement. Calcul politique avant expression de l'opinion publique.

Le travail de persuasion fut confié en partie au Conservative Group for Europe présidé par Tufton Beamish. Rapportait régulièrement à Heath. Les archives montrent l'inquiétude.

PREM 15/30 : Tufton Beamish, Chairman of the Conservative Party Group for Europe.

→ Britain and the Common Market, Conservative Central Office, August 1970.

Conservative party supporters are only marginally more favourable towards joining the Common Market than are Labour or Liberal voters. There is not a great deal of faith in the Government's ability to secure the right terms of entry. Only 14% of adults say that they have a great deal of confidence and only 21% say 'quite a lot'. This is almost equally balanced by those who have very little or no faith (14%) in the Government's ability to get the right terms. (Erosion of European support.)

Kitzinger, p. 161 : the group sent out speakers to meetings in various parts of the country, published speaker's notes and pamphlets of its own to appeal to Conservatives in general – though these were often more than reprints of speeches – and also, together with the federation of Conservative students, organised the highly successful meeting at the Brighton party conference in October at which Erik Blumenfeld of the CDU, Bernard Destremau of the French Independent Republicans, and Hans Nord, Secretary-General to the European Parliament, spoke to Young Conservatives about the enlargement of the Community.

Le groupe comptait 127 membres en 1970, 202 à l'été 1971 (Kitzinger, p. 170). Avait fait les comptes : pour 284 ; contre 20 ; indécis 21. (p. 171)

Toute une littérature pour essayer là encore de convaincre et d'expliquer les bienfaits de l'Europe. Le Conservative Central Office, Conservative Research Department et le Conservative Political Centre produced a flood of publications designed to encourage support for Europe. *Words to Remember, Notes on Current Politics, Weekend Talking Point*, two-page

pamphlets *Europe and You* was sold in large quantities to local associations and the Research Department put out a confidential brief of over one hundred pages for the July debate in the House. There were briefing conferences for speakers, seminars in various regional centres. (Kitzinger, p. 158) (CPA, CCO 150/4/2/86)

- **PPB 163/4-6: Heath's speeches, 1975-1978**

April 18, 1977: Europe is not a compensation for past greatness; it is an opportunity to play our part again.

L'autre aspect déterminant auquel Heath et son entourage, Willie Whitelaw, Francis Pym, Lord Carrington, réfléchissaient était le vote au Parlement : quand et comment ? Sentiment que besoin de temps pour convaincre et que sur une question aussi importante il ne devait pas y avoir de précipitation qui pourrait donner l'impression de brusquer les choses. Lors d'une réunion du Cabinet le 16 juin, il fut décidé que le vote aurait lieu à l'automne après la tenue des conférences de partis.

La seconde question – sûrement la plus difficile à trancher – concernait la nature du vote. Fallait-il laisser la liberté aux députés conservateurs de voter en leur âme et conscience ou fallait-il leur imposer une directive de vote ? Francis Pym, responsable des Whips, était pour un vote libre ; Heath y était totalement opposé. (The Times, 13 July 1971) Trop grande incertitude régnait pour prendre le risque d'un vote libre. Hantise de Heath que finalement les anti-Europe ainsi que les abstentionnistes ruinent des années de travail. Les anti-Europe avaient aussi une certaine influence et un certain écho parmi la population, le plus célèbre d'entre eux Enoch Powell. Willie Whitelaw rapporta à Cecil King que Powell "[had] only recently discovered that he is a very good demagogue. He regards himself as an English General de Gaulle waiting at Colombey-les-deux-Eglises for the nations' call."⁸

Heath n'a jamais vraiment cru en la sincérité de la conversion européenne du Parti travailliste mais pour témoigner des profondes convictions européennes de son parti, il appela à soutenir la décision du gouvernement travailliste lors du vote aux Communes en mai 1967. Karine Tournier-Sol note que « seuls 21 conservateurs sur 253 s'y refusent. Même Enoch Powell et John Biffen, deux futurs rebelles sur l'enjeu européen, votent en faveur de la demande de candidature. »⁹ Le vote de Powell n'avait rien de surprenant. Il avait fait partie du groupe pro-européen *One Nation*, il avait fermement soutenu la candidature de Macmillan en 1961, et il avait très tôt abandonné toute illusion que le Commonwealth puisse fournir au Royaume-Uni une base solide de pouvoir et d'influence dans le monde. Powell faisait partie des conservateurs les plus acquis à la cause européenne. Son renversement d'opinion à partir de 1968 n'était-il

⁸ C. KING, *Op. Cit.*, p. 263-4.

⁹ K. TOURNIER-SOL, *Op. Cit.*, p. 98-9.

alors qu'un moyen supplémentaire de saper le leadership de Heath après le scandale de ses propos sur l'immigration ? La concomitance entre l'anti-européanisme soudain de Powell et la désaffection pour l'Europe ressentie par les Britanniques après le second veto infligé par le Général de Gaulle n'était peut-être pas le fruit du hasard. Dans son désir de se présenter comme la voix de la majorité silencieuse, Powell avait trouvé avec le thème de l'Europe une tribune populaire idéale au travers de laquelle il pouvait à la fois se présenter comme l'homme du peuple et attaquer Heath sur son sujet le plus cher. Powell se présentait comme l'homme qui résistait, l'homme qui disait « non », non à l'Europe, non à l'immigration. Willie Whitelaw rapporta à Cecil King que Powell “[had] only recently discovered that he is a very good demagogue. He regards himself as an English General de Gaulle waiting at Colombey-les-deux-Eglises for the nations’ call.”¹⁰

Son anti-européanisme n'était pas une simple forme de démagogie et n'était pas aussi primaire qu'une lutte de pouvoir entre deux frères ennemis. Son anti-européanisme participait d'une réflexion plus large sur l'identité nationale, les racines de l'anglicité et le destin de la nation. Dans cette quête d'un nouveau destin qui agitait le Royaume-Uni depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe n'avait pas fourni les réponses attendues et avait nourri des angoisses plus qu'elle n'en avait apaisées. Avec l'immigration, Powell jouait sur les peurs de l'envahissement ; avec l'Europe il jouait sur la peur de la dissolution de l'héritage historique et de l'identité nationale :

“I do not understand how a nation which is in the throes of rescuing its identity from the delusions and the deceits of a vanished Empire and Commonwealth can at the same time undertake to merge that identity again in half the continent of Europe.”¹¹

Pour Powell, l'Europe représentait une menace similaire à l'immigration, car dans les deux cas c'était l'essence même de l'anglicité qui risquait de disparaître et de se dissoudre dans des institutions fédérales bruxelloises qui n'avaient que faire de la spécificité de l'histoire, de la culture et des institutions britanniques. Heffer estime que “It was his over-arching desire to maintain the integrity and supremacy of those institutions that would fuel his campaign against the Common Market.”¹² C'est en tant que patriote que Powell s'opposait à la perte de souveraineté qui allait selon lui inévitablement de pair avec l'adhésion à l'Europe. Au même titre que Hugh Gaitskell Powell voyait dans l'adhésion la fin de mille ans d'histoire. Féru

¹⁰ C. KING, *Op. Cit.*, p. 263-4.

¹¹ J. WOOD (ed.), *Op. Cit.*, p. 75.

¹² S. HEFFER, *Op. Cit.*, p. 339.

d'histoire anglaise et lui-même auteur de nombreux ouvrages sur l'époque médiévale, Powell en était arrivé à élaborer un discours de l'anglicité qui prônait l'introspection identitaire dans l'histoire de la nation anglaise, le ciment, selon lui, de l'identité nationale. "Backward travels our gaze,"¹³ disait Powell. Heath lui aurait répondu, avec moins de poésie et de lyrisme sans doute, "Forward travels our gaze." Heath aussi était un patriote mais son patriotisme était ouvert sur le monde, et n'était pas incompatible avec une union avec le continent européen. Heath expliquait l'interconnection entre les deux et déclarait, "I believe in closer international co-operation because I am an internationalist" et ajoutait "I believe in this policy perhaps even more so because I am a patriot."¹⁴

PREM 15/1128 : Enoch Powell

→ *Daily Telegraph*, 24 February 1972

Enoch's Ballon d'Essai: There seems to be no limit to Enoch Powell's confidence that he can keep Britain out of the Common Market, or to the tactics he will adopt to achieve this aim.

He urged Mr de Courcel to impress this on his Government with the utmost seriousness, so that Paris could make its policy dispositions in the certainty that Britain would not become a member of the European Community next January.

Ils étaient réunis en groupe parlementaire pour contrebalancer le Conservative Group for Europe et avaient créé le 1970 Group. (Kitzinger, 162). Malgré la tradition de loyauté – valeur cardinale du Parti Conservateur – les passions soulevées par l'Europe étaient telles qu'il était impossible de compter dessus. Par ailleurs, Heath en tant que Leader n'inspirait pas assez d'autorité et de respect pour assurer que les contestataires rentrent dans le rang. Il est à noter d'ailleurs que 1970-74 furent les années qui comptèrent le plus de dissensions (avec les années Major sur la question européenne). Que le début d'une longue histoire de divisions, de conflits et de dissensions. L'Europe fait appel à des convictions qui dépassent de loin le cadre strict de la politique, un rapport à l'histoire, au passé, à l'identité. Comme le souligne parfaitement Uwe Kitzinger, « Politics and the human soul have their own dynamics » (p. 389) Heath a imposé sa passion européenne parce qu'il était persuadé que la population se rendrait compte une fois à l'intérieur de l'Europe qu'il avait raison et que c'était bon pour le pays. Or rien ne s'est passé comme Heath l'avait envisagé. Le Royaume-Uni avait besoin de l'Europe mais le Royaume-Uni n'aimait pas l'Europe. Un mal nécessaire pour affronter ce nouveau monde, deux supers pouvoirs, l'émergence de la Chine. Un nouvel ordre géopolitique qui nécessitait de nouvelles alliances. Débat sur l'Europe, question de l'entrée dans l'Europe, sujet qu'il a fait sien, qu'il s'est entièrement approprié au point d'en oublier les fondamentaux qu'un responsable politique ne devrait jamais oublier : le peuple.

¹³ J. WOOD (ed.), *Op. Cit.*, p. 144.

¹⁴ *Hansard*, 25 février 1970, 795/1217.

L'Europe n'est pas inscrite dans le patrimoine génétique du Parti conservateur au contraire du Commonwealth ou des Etats-Unis, or Heath ne proposait pas seulement un changement de politique étrangère, il proposait au parti et à la nation un changement radical d'identité et de destin. Heath n'avait pas seulement l'intention de lier le destin de son pays à celui de l'Europe, il avait l'intention plus ambitieuse de faire de son pays une nation européenne et des sujets britanniques des citoyens européens. N'avait-il pas dit à Harvard qu'il espérait qu'un jour les gens pensent "not only 'I am British or French or German or Italian' but also 'I am European.'"¹⁵

De retour au début des années 70, la question impériale se dressait comme un obstacle majeur à l'entrée dans l'Europe. Si Heath faisait preuve d'une remarquable indifférence vis-à-vis du Commonwealth, il ne pouvait ignorer les sentiments impérialistes qui animaient une frange non négligeable de son parti. Réunis au sein du Monday Club, les nostalgiques du passé colonial du RU comptaient bien peser sur le vote. Avaient toujours été les plus fervents adversaires de Heath au sein du Parti Conservateur qui raillaient ses origines modestes, son accent étrange et son approche technocratique de la politique. Alors que Heath avait tout fait pour que le Commonwealth ne soit pas un obstacle, il fut rattrapé par les fantômes du parti. Le spectre de la Rhodésie rôdait/planait et rappelait à Heath que son parti.

Par ailleurs Campbell souligne que "it was not an issue about which he himself greatly cared one way or the other. Having no personal or family connection with Africa he was indifferent to the 'kith and kin' argument of the old imperialists."¹⁶ Il assumait la responsabilité du Royaume-Uni vis-à-vis des anciens pays de l'Empire mais c'était pour lui une perte de temps et d'énergie considérable quand d'autres thèmes bien plus pressants – l'économie ou l'Europe – méritaient qu'on s'y attarde davantage.

Cette affaire ne fut pas une crise passagère, chaque année au mois de novembre il était confronté à la révolte d'une trentaine de députés conservateurs qui refusaient de voter la poursuite des sanctions, et une fois devenu Premier ministre, la Rhodésie du Sud continuait de provoquer des tensions dans le parti.¹⁷ En 1971, les membres du *Monday Club* eurent recours à une sorte de chantage qui consistait à réserver leur vote sur l'Europe en fonction de la décision de Heath concernant la reconnaissance officielle de la Rhodésie du Sud :

"As a member of the Conservative Party and of the Monday Club I consider it to be my duty to inform you that on Saturday, 2 October the Monday Club will hold a One Day Conference for members only at which Britain and the EEC will be discussed in the morning and Rhodesia in the afternoon. It seems to me that the most likely result of this conference will be that the long and unfortunate tradition of the linking of Rhodesia with

¹⁵ Ibid., p. 36.

¹⁶ J. CAMPBELL, *Op. Cit.*, p. 205.

¹⁷ La Rhodésie du Sud devint finalement en 1979 le Zimbabwe avec à sa tête Robert Mugabe.

other issues by Civil Service power in Britain will at last backfire and that Monday Club Members of Parliament will vote for Europe only if Rhodesia is recognised first. As this could split the Party and bring down the Government, with the result that the Conservative Party in Parliament would be faced with the alternatives of offering support to the Rt. Hon. Enoch Powell, MP, or calling a General Election, which a split in the party would have little chance of winning; I appeal to you to enter into immediate direct negotiations with the Rhodesian leader towards a deal which benefits both countries and which involves recognition of Rhodesia.”¹⁸

Conférence du Parti Conservateur du 13 au 16 octobre 1971 à Brighton, vote écrasant en faveur de l'entrée (2474 contre 324) mais ne parvenait pas à faire oublier le poids des antis qui associés aux antis du Parti Travailleiste et aux abstentionnistes pouvaient toujours faire échouer. 25 motions provenant de 24 circonscriptions affichaient leur franche opposition. (Kitzinger, 184) Francis Pym insistait toujours autant pour la tenue d'un vote libre et ce n'est que le 18 octobre, soit 3 jours avant le début des débats au Parlement que Heath finalement se rangea. (Ball & Seldon, p. 276)

Les membres du parti devaient soutenir la démarche du leader et montraient l'adhésion à l'Europe, d'où le souhait d'imposer le vote obligatoire. Francis Pym avait fait un dernier décompte dans lequel le gouvernement pouvait compter sur une majorité de 5, notamment grâce aux voix des Travailleistes pro-européens. 281 Conservative MPs in favour, difficile de faire une estimation précise sur les Travailleistes.

“There exists therefore the precise opportunity you need – to spring a surprise that will, in my judgement, serve your Parliament end, please the people and raise the whole level of the final stages of the debate to a new plain.” (Francis Pym to Heath, 5 October 1971, PREM 15/574) Heath se laisse convaincre.

The Course, p. 379: I finally accepted their view that to have a free vote would be healthier for our party and its future. MPs could bring their own judgement and the views of their constituents to bear in deciding on an important constitutional issue... A free vote would also encourage the pro-European members of the Labour Party to break away and vote with us. There was a substantial cross-party majority in favour of membership in the House of Commons, and it made perfect sense to take advantage of it.”

Wilson, quant à lui, décida d'imposer un vote obligatoire ce qui obligeait des hommes tels que Roy Jenkins ou David Owen, fervents pro-européens depuis la première heure, de désobéir à leur parti.

Les débats commencèrent le 21 octobre 1971 dans un climat « d'hystérie » selon le Times.

6 jours de débats qui furent conclus par une allocution de Heath. Résultat du vote : Oui 356 ; Non 244.

Hansard, 28 octobre 1971, Wilson : “if the acceptance of the diktat enshrined in the Prime Minister's meeting in the Elysée Palace can be called negotiation”. (823/2081)

“To my mind, the most serious charge against the right hon. Gentleman in negotiating these terms relates to their consequences for Britain's balance of payments with all that that means for prices and unemployment.” (2082)

“has shown his total unconcern, his contempt even, for the modern Commonwealth.” (823/2082)

“I regard the Government's deal over sugar as a betrayal.”

¹⁸ CPA, CCO 20/8/15: Correspondence with Leader, lettre du 26 août 1971.

“that the President of France held the key to Britain's entry and to that extent could dictate the terms. Indeed, still less again could they argue that a British Prime Minister, contrary to his General Election pledges to the British housewife, contrary to the national interest, was more concerned to meet French demands to secure hundreds of millions to subsidise inefficient French farmers than he was to discharge our obligations to the immeasurably more efficient New Zealand farmers.” (823/2085)

“Government's total surrender on the common agricultural policy.” (2087)

“I believe that the terms so frivolously negotiated by the right hon. and learned Gentleman inevitably have that effect. They involve an intolerable and disproportionate burden on every family in the land and, equally, on Britain's balance of payments.” (2094)

Heath: “It has been said that this is a historic decision; it is being taken in what many would describe as a historic week.” (2202)

“Our relationship with the United States is close, friendly and natural, but it is not unique. It is not fundamentally different from that of many other countries of Western Europe, except, again, for our natural ties of language and common law, tradition and history.” (2204)

Sa vision d'un Royaume-Uni tourné vers l'Europe a toujours reposé sur le diptyque compétitivité et influence internationale. La vision européenne de Heath n'était pas régionaliste mais participait au contraire d'une vision globale de la place du Royaume-Uni dans le monde. Heath considérait l'entrée dans l'Europe comme le symbole d'une puissance retrouvée sur la scène internationale et comme le signe d'un destin mondial à accomplir pour le Royaume-Uni.

Le même groupe d'études sur les affaires étrangères cité plus haut avait affirmé en avril 1967 que « Britain must not be deterred by fears of offending some of the Commonwealth countries from following policies which she believes to be in her own interest. » (April 1967 CPA, ACP 67-35)